

Dirigeants syndicaux, PS, PCF, cessez de discuter avec Lecornu !

Le 9 septembre, Macron a nommé premier ministre un de ses proches, l'ex ministre de l'armée Lecornu. C'est, évidemment, pour qu'il continue sa politique, largement rejetée. Pour y parvenir, ils ont donc besoin de soutiens, aussi Lecornu « *veut faire confiance au dialogue social* ».

Et les dirigeants des syndicats, le PS et le PCF se rendent à ses convocations. Ils reconnaissent ainsi la légitimité de Macron et de Lecornu, leur permettent de gagner du temps, laissent Lecornu tenter de reprendre la main. Ainsi, le 12 septembre, la CFDT s'est rendue à Matignon, suivie le 15 par la CGT, la CFE-CGC, la CFTC. FO s'abstient.

Le 18 septembre, entre 500 000 et un million de travailleurs et étudiants manifestent contre Macron et contre tout budget de militarisme et de coupes sociales version Bayrou bis. Pourtant, l'Intersyndicale décide de placer ses espoirs, évidemment déçus, dans une nouvelle concertation avec Lecornu le 22 septembre.

L'Intersyndicale décrète alors... une nouvelle journée d'action le 2 octobre. Son objectif n'est pas de gagner mais de poursuivre le dialogue avec un premier ministre qui, sinon, serait suspendu en l'air.

Cela confirme la nécessité de la mobilisation du 2 octobre. C'est uniquement après cette journée, et sur la base du rapport de force du 10 et du 18 septembre, que nous irons le rencontrer de nouveau pour exiger des réponses concrètes. (Sophie Binet, CGT, 27 septembre)

En fait, les chefs syndicaux, y compris ceux qui prétendent ne pas faire de politique, légitiment le premier ministre de Macron et le protègent, quand il faudrait pour gagner, l'isoler, lui opposer la grève générale, tous ensemble, jusqu'à satisfaction. Ils reconnaissent le droit à son futur gouvernement du « Socle commun » de concevoir un budget antisocial. Les chefs syndicaux autorisent aussi l'Assemblée nationale, où siège une écrasante majorité de partis bourgeois, à voter le budget.

Nous maintiendrons la pression jusqu'à la fin des débats parlementaires, en décembre, pour que le budget soit sous la surveillance du monde du travail. (Sophie Binet, CGT, 27 septembre)

Autrement dit, les directions syndicales s'approprient à décider d'autres journées d'action qui n'effraient pas le gouvernement.

Le PS et le PCF ne veulent pas passer pour « irresponsables » en empêchant l'existence de tout gouvernement bourgeois, ce qui nuit au capitalisme fran-

çais, comme le rappelle le Medef. LFI s'en distingue parce que son chef vise à provoquer une élection présidentielle anticipée, qu'il pense gagner. Dans le contexte actuel, il est plus probable que la démission de Macron, réclamée tant par LFI et que le RN, hâterait la victoire de Le Pen, répétant en grand l'échec électoral de Mélenchon à Hénin-Beaumont face à Le Pen en 2012.

Dans les syndicats, dans les AG, sur les lieux de travail, d'études et de vie, exigeons : dirigeants syndicaux, cessez de cautionner Lecornu ! Plus aucune négociation avec lui sur le projet de budget 2026 ! Appelez à la grève générale jusqu'à satisfaction !

Ouvrier(e)s, employé(e)s, technicien(ne)s, soignant(e)s, enseignant(e)s, étudiant(e)s, chômeuses(rs), préparons la grève générale contre tout budget militariste et antisocial, organisons l'autodéfense contre les flics et les fachos.

- Interdiction des licenciements ! Rattrapage et indexation des salaires, des pensions et des prestations sociales sur l'inflation ! Contrôle ouvrier sur les entreprises !
- Abrogation de la réforme Macron-Borne sur les retraites et des restrictions de l'assurance chômage !

Impôts fortement progressifs sur les revenus et le patrimoine !

- Annulation de la dette publique ! Financement à hauteur des besoins des hôpitaux publics, de l'enseignement public et des autres services publics essentiels à la population laborieuse !
- Fermeture des centres de rétention administrative ! Abolition de toutes les lois xénophobes ! Ouverture des frontières aux réfugiés, aux travailleurs et aux étudiants ! Mêmes droits pour tous les travailleurs !
- Retrait de l'OTAN ! Dissolution des corps de répression et de l'armée professionnelle ! Armement des travailleurs !
- Indépendance de la Kanaky ! Arrêt des livraisons d'armes et de composants militaires à Israël !
- Expropriation du grand capital ! Plan démocratique de production et de répartition ménageant l'environnement !
- Gouvernement des travailleurs ! Etats-Unis socialistes d'Europe !

30 septembre 2025

